

Le Libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis LAURENT, 589-76
ABONNEMENT : 6 mois, 100 fr. 1 an, 200 fr.

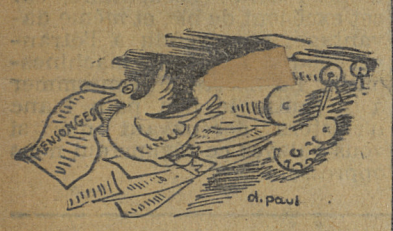
On a fêté la
VICTOIRE
Laquelle ?
celle de la **FAMINE !**

UN AN APRES ou un massacre pour rien

Les vainqueurs viennent ces jours-ci de célébrer le premier anniversaire de leur succès économique-militaire, avec plusieurs jours de retard d'ailleurs, et avec le concours de Jeanne d'Arc sans le bienheureux retour de laquelle la cérémonie couvrirait tous les risques de passer inaperçue.

Ce fut, en effet, plutôt pitoyable, et si l'enthousiasme d'il y a un an apparaît un tantinet mitigé et refroidi par le cuisinier souvenir de la grande déception de 1918, nous avons pu constater que la liesse, cette fois-ci, était maigre — comme la chèvre — et que la foule a généralement bouillé les bails, défilés et discours par lesquels on essaie de raviver une foi patriotique qui foute le camp.

Sans aller chercher des explications dans le domaine de la politique internationale — qui fournirait de trop faciles justifications au pessimisme le plus noir — qu'il nous suffise de nous en rapporter à la situation intérieure de la France sur les plans tant économique que politique. Durant les années de l'occupation, le peuple a vécu d'espoir : à-t-il jamais su faire autre chose que de rêver et appeler de toute sa ferveur le Libérateur dont l'apparition mettrait fin à toute souffrance, à toute oppression ? La radio de Londres n'était-elle pas le baume, le viatique merveilleux grâce à quoi s'effaçait pour un instant les misères quotidiennes et qui allait à supporter la pré-



sence de l'armée vendrêtre, car on avait « ce qui était pour bien sûr » ?

Le libérateur est venu. Avec sa Libération. Tous les Français n'étaient pas d'accord, mais les personnalités du Libérateur, mais enfin nous avions notre libérateur national et nul ne se fut avisé à ce moment-là de troubler l'immense explosion de joie populaire.

Le temps, qui vient à bout de tous les enthousiasmes, a passé et les choses vont mal, très mal. Surtout, le peuple n'espère plus rien et de plus en plus il donne des marques de lassitude, de protestation, de grands renforts de police ont été envoyés, une misère tenace, un avenir dénué de perspectives et — qui sait ? — peut-être un jour la désaffection à l'égard des partis dont on a tout espéré et qui ont failli sur toute

la ligne, telles sont les déductions que l'on peut tirer des derniers événements politiques. Tout cela explique le peu d'enthousiasme manifesté par les Français à se réjouir en ces journées de mai, d'autant que certains communistes que nous connaissons bien pour avoir été de toute tradition les boute-train des mascarades patriotiques et populaires, faisaient plutôt grise mine depuis une douzaine aussi intempestive qu'in-

lotin aux mânes de l'homme qui fut un des meneurs de l'« Réalisme » en France. Nous y voyons, nous, la confirmation de ce que nous n'avons cessé d'écrire ici : que les oppositions de doctrines ou de croyances sont devenues purement factices, ne correspondent plus à aucune réalité. Au surplus, le peuple se moque des doctrines, et tous les partis sont acquis à la politique totalitaire.

« Je refuse de relever l'é-

La victoire pour les opprimés ne peut être que leur libération économique et sociale

tendue qui leur tomba sur l'échine un certain 5 mai au soir et dont ils grelotaient encore le 12.

On ne se réjouit pas sur commande. Les bas salaires, le ravitaillement qui ne s'améliore pas, l'insolence de ceux qui s'enrichissent parce qu'ils ont des moyens de paiement, la peur de la guerre : on ne croit plus à l'effronté mensonge de la « dernière » — mais que croit-on au juste ? Que voilà de piètres conditions pour qui veut créer une ambiance de fête et de joie !

Après six années de ruines, de massacres et de souffrances sans nom, le peuple français se retrouve aussi profondément divisé qu'avant. Il continue de se partager en deux blocs irréductibles, et si les noms ont parfois changé, la situation est restée la même. C'est, plus encore qu'avant la guerre, la politique extérieure qui conditionne et commande notre politique intérieure, on peut même dire que la France comme beaucoup d'autres puissances, n'a même plus de politique intérieure : aux deux blocs qui se concrétisent dangereusement sur le plan international répondent sur le plan national les deux blocs qui se dégent de la redoutable confrontation du 5 mai.

C'est ici que prend toute sa signification l'espèce de retraite que le général de Gaulle sur la tombe de celui qui deux années durant — de 1917 à 1919 — fit plier la France sous une véritable dictature. Certains journaux ont pu trouver plaisante cette invocation adressée par un journal ca-

LA PAIX attend toujours

La Conférence des Quatre se termine par un échec, nous l'avons laissé prévoir. En effet, les diplomates discutent avec cette préoccupation : revendiquer le plus pour abandonner le moins et ce n'est pas la Transylvanie accordée à la Roumanie, règlement d'un accord sur le bordonné à l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés des alliés en 1944, ce n'est pas la constatation de la prise de possession de la Bukovine par les Russes qui ont permis le règlement du problème italien : de la Venetie Julienne, de Trieste, des colonies italiennes, de la situation balkanique... on semble vouloir gagner du temps en espérant qu'un fait inattendu mettra de régler les questions les plus épineuses. Nous reviendrons sur tous ces problèmes d'une façon plus détaillée.

Je voudrais attirer l'attention sur deux articles que Walter Lipmann a publiés dans le *Figaro*. Walter Lipmann est incontestablement un des journalistes américains les plus lus, il revient d'une tournée en Europe, et ses constatations sur le problème allemand sont sur bien des points les mêmes que celles développées dans le rapport présenté au Congrès anarchiste d'octobre 1945 ; à cette époque le rapporteur s'était appuyé non sur des certitudes, mais sur l'intuition que les problèmes de la paix amèneraient de graves antagonismes entre les alliés d'après le rapport en question avait été établi à l'époque, en mai 1945. Voyons ce que dit W. Lipmann : « constatant que la proposition de M. Byrnes en vue du désarmement avait été faite sur des rapports inexacts », Lipmann constate que les Alliés (Russes et Anglais) manœuvrent pour s'assurer des positions en vue d'une guerre sans doute évitable mais non impossible.

Dans cette guerre, les Allemands, dont la position géographique transformerait le pays en champs de bataille, joueraient un rôle énorme. L'Allemagne formant encore actuellement la Nation la plus forte d'Europe.

Or, le système d'occupation de l'Allemagne a été réparti dans les zones les plus importantes

entre les Russes et les Anglais, et très justement Lipmann constate que la Prusse étant le point déterminant de toute la puissance allemande, les U.S.A. ne s'y trouvant pas, ayant été relégués vers les états du Sud, Londres et Moscou luttent pour s'assurer le contrôle de la Population allemande. Le journaliste américain déclare très justement que l'issue du conflit anglo-russe pour ce contrôle déclenche de l'avenir non seulement de l'Allemagne, mais de l'Europe et du monde, car Lipmann ne croit plus à la localisation des conflits. A l'appui de ces constatations, W. Lipmann, rappelle dans quelles conditions fut traitée l'armée allemande qui se rendit à l'Etat-Major anglais, laissant aux nombreux prussiens l'impression d'être traités d'égaux à égaux et que leur carrière loin d'être terminée, pouvait avoir encore des chances de se mettre à la disposition de la Nation en vue de retrouver les territoires perdus et la grandeur. Si le gouvernement anglais avait rien prévu, le système de la paix n'aurait pas été si défectueux... L'U.R.S.S. soutient le parti communiste, la lutte se poursuit donc sur le plan de la politique intérieure. Les communistes pour maintenir leur influence se refusent à tout démembrement de l'Allemagne, et surtout à l'Ouest, affirmant que l'Unité allemande doit être reconstruite. Cette attitude, qui en soit, l'importation de annexions polonaises, est difficilement conciliable avec l'affirmation de l'Unité allemande, mais les Russes sauront à l'occasion sacrifier les Polonais à nouveau pour une certitude de puissance en Allemagne. Lipmann termine en indiquant : « nos amis à Moscou et à Londres aiment comme s'ils étaient des enfants, ils reviennent à la politique qui les conduisent tout près du désastre... »

Et nous, nous commettrons la plus grande des folies si, au lieu de dénoncer publiquement ce duel insensé des Anglais et des Russes, et d'intervenir pour le liquider, nous nous laissons attirer dans ce conflit, et si nous suivions aveuglément... les aveugles.

(Lire la suite en page 2.)

Les incapables du Ravitaillement

Nos ministres propagent une politique effrénée de l'exportation qui ruine en définitive la santé du pays en vue dissensuels, du rajeunissement de notre outillage national et... privé. Ils se gardent bien d'informer les électeurs sur cette simple inconnue financière qui réduit leur argumentation à néant : la « Bénédicte » d'exportation exclusive à l'exportation, distribue un dividende de 350 francs par action, contre 75 francs l'an dernier. Quel étonnant à ce que ces actions qui ont été créées au prix de 500 francs, valent actuellement : 75.000 francs ?

Cette affaire, étalée dans « l'espace vital » de la Haute-Banque pour ses adhérents : Banque Dupont et surtout Banque Lehideux et Cie, c'est probablement le plus grand succès de la « révolutionnaire » appellent la lutte contre les trusts ?

Le riz attend... Sait-on que le Brésil possède encore il y a deux ou trois semaines, un important excédent de riz, cette denrée si nutritive et... si rare en France ? A part un stock de 10 millions de kilos qui a été vendu à l'Amérique latine, cet excédent, très important, a été acheté par l'Amérique et l'Angleterre. Qu'ont donc attendu nos services du Ravitaillement pour s'en procurer ?

Sur la récolte de cette année le Brésil pourra en exporter entre 170 à 220 millions de kilos. Nous sommes certains que le ravitaillement français, freiné par le manque de devises, criminellement réservées à l'achat des machines-outils que réclament les trusts, ne prend aucune initiative pour nous en réserver notre part. La fameuse lutte contre les trusts emploie une stratégie qui laisse tout pantalon les profanes que nous sommes : pour abattre les trusts on les gèle de machines-outils et on affame leurs exploités...

Contre la pénurie alimentaire MM. Marcel Paul et Lecœur nous achètent des os ! On croit rêver ; et cependant, c'est la réalité. Sommes-nous donc menés par une ribambelle de plaisants inconscients ou

par de cyniques sadiques ? Mais encore le Peuple ne fut si magistralement berné, et vraiment l'impudence de nos Elus bat tous les records passés. Serait-ce parce que nos deux ministres de la Production Industrielle prétendent sortir du peuple, qu'ils doivent le mépriser davantage ? Marie-Annette — dit-on — s'exclama un jour : « Que demande le Peuple ? Du pain ? Donnez-lui de la bric-à-brac ». Nos deux Excellences font mieux que cela.

Ils lui offrent des OS ! Et elles poussent la mansuétude jusqu'à acheter à l'étranger au détriment de notre pauvre petit stock d'or qui fond, qui fond à vue d'œil.

Voici l'histoire. Dans sa séance du 8 avril 1946, la Commission des approvisionnements a approuvé les crédits demandés pour la deuxième tranche du « Plan d'Information ». Au titre du ministère de la Production Industrielle, le ministre a autorisé, il est prévu des achats à

Vétranger à côté de « produits insecticides », divers... Mais nous ne pouvons pas nous en passer, car nous sommes très pauvres pour acheter d'os. Nous savons fort bien que l'industrie à besoin d'os, considérés comme matières premières. Mais sommes-nous si pauvres que nous ne pouvons pas acheter d'os ? Nous sommes en mesure de payer les os, mais nous ne pouvons pas les acheter, car nous ne pouvons pas les payer. Nous sommes en mesure de payer les os, mais nous ne pouvons pas les acheter, car nous ne pouvons pas les payer.

Car, et nous ne pouvons l'oublier, les Américains consentent à nous vendre tout le bled que nous voulons, l'année passée, soit à la mission Pinaud, soit à celle de Monnet. L'absence d'os, de devises, force ces deux négociateurs à s'arrêter à un chiffre manifestement inférieur aux besoins. Or, le gouvernement offre ces fameuses devises pour l'achat d'os dont nous avons besoin, mais nos boucheries sont catastrophiquement surchargées !... Ce qui était impossible à trouver pour notre pain quotidien, se trouve comme par enchantement facile pour... des os. C'est quand même se moquer trop du public, et lui prouver avec une désinvolture édifiante que les OS doivent rester son aliment essentiel. Mais que le peuple se console, se rassure et félicite même le camarade Marcel Paul qui pense bien à lui, puisque pour la section Pâtes et Papiers, du même ministère, il a trouvé de l'or pour lui acheter... des chiffons, lesquels serviront à fabriquer le papier à cigarettes qui faciliteront la digestion de ce pantagruélique repas d'OS.

Pas grand chose de changé...

Les travailleurs de Genève savent passer à l'action

Une grève du bâtiment était en cours à Genève, les travailleurs ayant pour but de mettre fin au conflit traînant en longueur. Les « négociations », sans les menaces d'action directe à la base, on sait ce que ça peut donner. Or, dans le cas de la grève du bâtiment genevois, il fallut, pour faire aboutir les pourparlers, que la masse salariée fasse connaître sa volonté de se solidariser avec les grévistes.

L'Union des Syndicats invite les travailleurs — à l'heure où devaient se rencontrer des représentants du salariat et du patronat — sur la place de l'Hôtel-de-Ville de Genève. Ce la se passait le 25 avril. Chacun attendait les résultats, mais il s'agissait de démontrer que les travailleurs savent être solidaires dans la lutte. Un représentant patronal fut malmené, et devant l'ampleur de la manifestation, de grands renforts de police avaient été amenés. Les arroses municipales et les gaz lacrimogènes furent utilisés pour venir à bout des manifestants.

Le fait le plus marquant de cette démonstration fut l'impudence des agents de la « force publique » qui, malgré les moyens mis à leur disposition, ne purent empêcher plusieurs centaines de manifestants de faire irruption dans les bureaux de l'Hôtel de Ville. Ne se contentant pas de vagues « mets d'ordre », trop en vogue dans les organisations syndicales, peu respectueuses de la chose officielle et du droit de propriété, pas plus que de la police, ils s'emparèrent de tous les dossiers qui purent leur

tomber sous la main, ainsi que du matériel de bureau et en arrachèrent copieusement les forces de police qui étaient dehors.

Voilà bien un bel exemple de la bourgeoisie genevoise est horrifiée par un tel spectacle, et le journal réactionnaire « Le Suisse » de clameur indignation. N'empêche que, devant cette attitude résolue de la classe ouvrière, en présence d'une menace de grève générale, le patronat — qui se montrait encore plus dur que le gouvernement — donne satisfaction aux ouvriers du bâtiment.

Bel exemple d'action directe et de solidarité ouvrière. Ce n'est que devant des démonstrations de leur force que les travailleurs font céder le patronat et l'Etat. Des « négociations » ne peuvent aboutir et avoir du sens que lorsqu'une pression directe est exercée par les salariés sur les lieux du travail... même si des « représentants » ouvriers siègent au gouvernement.

Quant à la destruction des documents officiels pratiqués par les travailleurs à la mairie de Genève, le jour où elle sera généralisée, ce sera vraiment la transformation sociale, la véritable Révolution. Car ce monde décadent ne sera complètement détruit que le jour où les cadastres, registres et dossiers de toutes sortes, sanctionnant, codifiant les inégalités, auront été réduits en cendre.

La Révolution par la loi ? disent les réactionnaires. Non ! La Révolution se fera sans la loi et contre la loi.



Pas grand chose de changé...

Bien que les chiffres officiels concernant la dernière récolte de blé n'aient aucune valeur réelle — car aucune enquête et aucun contrôle ne furent établis en son temps près des producteurs — il est indéniable que nous manquons de blé. Ce n'est pas un jugement de valeur, mais il est de taille, réside dans l'estimation du tonnage déficitaire qu'il n'est à la portée de personne de chiffrer. Nous ne pouvons pas nous en passer, car nous ne pouvons pas nous en passer.

Le blé étranger est plus que jamais nécessaire en attendant la récolte de juillet-août. L'U.R.S.S. nous fournit des millions de quintaux contre bons dollars, sonnants et trébuchants. L'Argentine, après s'être fait tirer l'oreille par suite d'une très mauvaise politique étrangère, nous a promis de nous en céder et nous en vendrait davantage si nous l'échangions contre les pneus d'automobiles dont elle a un urgent besoin — et ce serait possible de notre part — ou contre les rails que nous lui vendons en ce moment, puisqu'avant fin mai elle enverra 500.000 tonnes de blé en Europe. Le Canada ne demande pas mieux que de liquer ses stocks de blé, d'un abord plus facile et même aisé depuis la fonte des glaces du St-Laurent, allant même jusqu'à prêter de l'argent à ses clients qui ceux-ci le débarrassent de ces grains, comme la Tchécoslovaquie qui vient de recevoir un prêt de 15 millions de dollars pour cet usage. Enfin, l'U.S.A., notre principal fournisseur, dispose de réserves considérables. En ce cas, pourquoi accepteraient-ils de nous vendre 25 millions de quintaux qui nous feraient défaut pour assurer la soudure, desquels il faut diminuer d'ailleurs les écarts nominaux réalisés tant par la réduction de l'attribution personnelle instaurée lors du rétablissement de la carte de pain, que par l'élévation du taux de blutage — de 85 % élevé à 97 et même à 98 % — l'incorporation de farine de soja déshuilée et un certain tonnage de chaux ainsi mélangée pour pallier à la décoloration produite par l'absorption du son, résultant du taux excessif du blutage — le déficit de ces 25 millions de quintaux, disons-nous, pourrait être facilement résorbé par ces importations. En ce cas, pourquoi les raisons nous gouvernent est-il incapable d'alimenter régulièrement nos boucheries ?

Le manque de tonnage maritime ne peut être invoqué : les Etats-Unis désirent vendre tous leurs fameux « Liberty-Ships » pour des raisons de concurrence que nous expliquerons plus tard et les chantiers navals canadiens nous supplient de passer commande de tous les cargos dont nous pourrions avoir besoin. Il semble donc que le ralentissement des arrivées de céréales dénote de deux principales raisons, dont la première est d'ordre extérieur, la seconde étant d'interieur. L'on sait que tout notre espoir réside en la blé de l'U.S.A. Pour des raisons, partant de l'économie nationale et qui entrent en jeu, aussi paradoxale que cela puisse paraître, la production du caoutchouc synthétique et celle des boissons alcoolisées, le Gouvernement Fédéral a décidé de réduire à trois reprises les prix à l'exportation du blé. Le fermier américain, devant la chute forcée de son prix de vente réservé à l'étranger, a refusé de le céder aux négociants exportateurs, le marché national industriel pouvant l'en débarrasser à un prix plus élevé. Il est fallu alors que notre gouvernement — et c'est encore faisable — trouve une valeur d'échange pour faire pression sur son collègue américain. Nous disposons de certaines matières premières qui, malgré tout l'enlèvement qui en résulterait pour nous, pourraient intervenir : le caoutchouc d'Indochine — ou, à défaut, une baisse de son prix de vente influençant ceux de Malaisie, de Ceylan et d'ailleurs, et pensant ainsi désagréablement sur l'industrie du caoutchouc synthétique américain — les phosphates d'Océanie et de Tunisie, le nickel de la Nouvelle-Calédonie, le graphite de Madagascar, etc., etc.

La deuxième raison réside dans la criminelle folie de vouloir conserver à tout prix notre réserve d'or, de devises et d'actifs à l'étranger. Nos dirigeants entendent subordonner nos achats extérieurs au strict minimum, et même moins, envers les denrées alimentaires, au bénéfice de l'importation de grues, machines-outils nécessaires au rajeunissement de notre outillage tant national que privé.

(Lire la suite en page 2.)

A NOS LECTEURS

La diffusion du LIBERTAIRE dans tout le pays nous vaut un volumineux courrier. Nous ne pouvons répondre à tous nos correspondants, mais nous tenons à leur adresser ici notre gratitude pour l'intérêt, la sympathie qu'ils témoignent à l'égard de notre journal et les encouragements qu'ils nous donnent. Nous trouvons là une raison de plus d'intensifier nos efforts en vue de faire du LIBERTAIRE un grand journal, vivant et bien informé, lequel répandra, avec une efficacité toujours grandissante, la pensée anarchiste.

Des lecteurs se sont étonnés que nos articles ne soient pas signés. Rappelons les raisons de notre anonymat : c'est par décision du Congrès de 1945 de la Fédération Anarchiste (dont le LIBERTAIRE est l'organe) qu'il fut admis que tout rédacteur écrirait pour servir l'idée, mais non pour se faire de la publicité ; qu'en conséquence, les articles du journal seraient publiés sans signature. Il appartiendra au prochain Congrès de décider si cette méthode devra continuer d'être appliquée.

LA REDACTION.

